



Fiche d'information

DIFFUSION IMMÉDIATE: le mercredi 28 Octobre 2009

Dans quelle mesure le registre des lobbyistes de la Commission Européenne est un succès alors que moins d'un tiers des groupes de pression de Bruxelles s'y sont enregistrés.

28 Octobre 2009 - Le registre volontaire de la Commission européenne pour les lobbyistes n'a pas réussi à améliorer la transparence du secteur comme le montre les chiffres actualisés, avec moins d'un tiers des groupes de pression Bruxelles qui ont soumis leurs informations détaillées.

En date du 28 octobre 2009, il y avait 2095 entrées dans le registre. 759 d'entre elles ont une adresse à Bruxelles.

Retour en 2000, le Parlement européen estimait qu'il y avait 2.600 entreprises et groupes de lobbying avec des bureaux à Bruxelles. Ce nombre est peu susceptible d'avoir baissé. Cela signifie que jusqu'à présent, **seulement 29,2% des 2600 organisations de lobbying estimées avoir un bureau à Bruxelles se sont inscrites sur le registre.**

L'analyse des entrées par ALTER-EU (Alliance pour la transparence, l'encadrement et l'éthique du lobbying) montre d'importantes lacunes dans des secteurs clés, comme les cabinets de consultants en lobbying et les représentations des grandes entreprises à Bruxelles. **L'European Public Affairs Directory** répertorie **165** consultants à Bruxelles. Seulement 28 d'entre eux ont rejoint registre de la Commission, soit un taux de conformité pour cette catégorie cruciale **au-dessous de 20%**. Parmi les 162 consultants représentés dans **SEAP** seulement 69 sont inscrits - **environ 44%**. Sur les 330 sociétés listées dans l'**European Public Affairs Directory**, seulement 115 sont présentes dans le registre de la Commission, soit **34,8%**.

En Juin 2009, un an après son lancement par la Commission, ALTER-EU a publié un rapport détaillé mettant en évidence les défaillances du "Registre des représentants d'intérêts de la Commission européenne" et mettant en avant des propositions concrètes d'amélioration du registre.

Les chiffres dévoilés confirment les conclusions antérieures de l'alter-étude qui a également montré que:

- Les think-tanks et cabinets d'avocats boycottent le registre ;
- Les exigences de divulgation d'informations financières permettent à des groupes de pression de déguiser la taille de leurs efforts de lobbying, ce qui rend impossible de déterminer qui sont les plus gros clients des lobbyistes et quelles politiques ils tentent d'influencer ;
- le manque de directives claires signifie également que le registre est de plus en plus encombré par des organisations qui ne jouent aucun rôle dans le lobbying de l'UE.

Pour télécharger le rapport d'Alter EU de juin, allez à :

<http://www.alter-eu.org/en/system/files/publications/register-assessment-after-one-year.pdf>

L'Alliance pour la transparence, l'encadrement et l'éthique du lobbying (ALTER-EU) est une coalition de plus de 160 groupes de la société civile, syndicats, universitaires et cabinets de relations publiques appelant à : une législation sur lobbying au sein de l'UE, un code de conduite amélioré pour les fonctionnaires de la Commission européenne, l'obligation de la Commission européenne de dénoncer les cas d'accès privilégié et d'influence excessive des lobbyistes d'entreprise. L'appel à « Refuser les privilèges des entreprises et le secret en matière de lobbying dans l'Union européenne », la déclaration fondatrice de l'Alliance pour la transparence, l'encadrement et l'éthique du lobbying (ALTER-EU) et une liste des signataires sont disponibles sur www.alter-eu.org.

Contact: Erik Wesselius, erik@corporateeurope.org, tél +31-30-2364422